



Commune de Vers sur Selle

CAHIER DES CHARGES

Rue Dufour

Réalisation d'un parking



I. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

I.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation d'un parking rue Dufour à Vers sur Selle

I.2. Maîtrise d'ouvrage

Maître d'ouvrage : Commune de Vers sur Selle

I.3. Maîtrise d'oeuvre

Mairie de Vers sur Selle

I.4. Validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours calendaires à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

I.5. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique,
- Soit avec des prestataires uniques groupés solidaires.

I.6. Modalités de la consultation

Il s'agit d'un marché en procédure adapté



I.7. Présentation des offres

Le cahier des charges remis gratuitement à chaque candidat comprend :

- l'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le représentant qualifié de l'entreprise,
- le détail estimatif, dont le cadre ci-joint devra être complété et signé par le responsable de l'entreprise consultée.

I.8. Jugement des offres

Sera retenue l'offre la moins disante

I.9. Conditions d'envoi et de remise des offres

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

I.10-1. Offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique

L'offre transmise sous pli cacheté portant l'adresse et mentions suivantes :

MAIRIE DE VERS SUR SELLE 19 ROUTE DE CONTY 80480 VERS SUR SELLE
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat ^(*) :
« NE PAS OUVRIR » <i>Offre pour la réalisation d'un parking rue Dufour</i>

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

L'offre devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Elle devra parvenir à destination avant le 14 janvier 2016 à 12h00



Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.


Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise, seront revêtus d'un certificat de signature électronique conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et référencés sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. Ceux-ci seront signés au format "PKCS#7 encodé DER" ; la signature doit être attachée à chaque document l'exigeant.

I.10. Renseignements complémentaires – Visite sur site

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude ou visiter le site, les candidats devront faire parvenir une demande à :

Renseignements d'ordre administratifs et techniques, visite sur site

MAIRIE DE VERS SUR SELLE
19 ROUTE DE CONTY
80480 VERS SUR SELLE

 03 22 95 18 35

 contact-mairie@vers-sur-selle.fr



II. ACTE D'ENGAGEMENT

II.1. Contractant

☐ **Je soussigné,**

☐ **Nous soussignés,**

1 ^{er} contractant																
Nom et prénom :																
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :																
Domicilié à :																
(Tél.)																
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)																
Au capital de :																
Ayant son siège à :																
(Tél.)																
N° d'identité d'établissement	<table border="1"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>															
N° d'inscription																
<input type="checkbox"/> au répertoire des métiers																
ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :																



2^{ème} contractant

Nom et
prénom :

☐ Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié
à :

(Tél.)

☐ Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège
à :

(Tél.)

N° d'identité d'établissement

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers ou ☐ au registre du commerce et

☐ **m'engage** sans réserve à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.



II.2. Délais

Le délai d'exécution de la prestation est de un mois et demi

Le délai d'exécution part de la date précisée dans la décision de la PRM pour commencer l'exécution des prestations ou de la date de notification de cette décision si celle-ci est postérieure.

II.3. Prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant la date limite de remise des offres indiquée dans le Règlement de la Consultation (I-9).

L'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte du détail estimatif est :

- Montant en Euros hors TVA :

.....

- TVA en Euros au taux de

20%
-----	-------
- Montant TVA incluse :

.....

- Arrêté en lettres
en Euros T.T.C. à

.....
.....
.....



III. CLAUSES ADMINISTRATIVES

III.1. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières :

Le présent Cahier des Charges (CC) et ses annexes, valant Acte d'Engagement, Bordereau des Prix, Détail Estimatif, Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières au sens de l'article 13 du CMP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, assorti des documents ci-après :

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article III.2-3.2 du présent CC.

III.2. Prix – Variation des Prix – Règlement des comptes

III.2-1. Contenu des prix - Règlement des comptes

III.2-2.1. Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

III.2-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Le paiement sera effectué en une seule fois, à l'achèvement des travaux, à réception de la facture de l'entreprise.



III.2-2.4. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le point de départ est la date de réception de l'état d'acompte. Ce dernier sera envoyé en LRAR à la maîtrise d'oeuvre.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Comptable assignataire des paiements : le Receveur Amiens

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :																
à :																
au nom de :																
sous le numéro :											clé RIB :					
code banque :											code guichet :					

III.2-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :



III.2-3.1. Les prix sont fermes

III.2-3.2 .Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise de l'offre. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

III.2-3.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur.

III.3. Pénalité

En cas de retard, il sera appliqué une pénalité de 100 € HT par journée constatée par le maître d'œuvre ou son représentant.



III.4. Résiliation et litiges

A : Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la PRM des documents énumérés à l'article 2.22 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 28 du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 28 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44, au 2° du I et au II de l'article 46 du CMP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément au 1° du I de l'article 46 du CMP ou aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au prestataire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur

B : Litiges

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable.

En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, le tribunal administratif d'Amiens est compétent.

- avant la signature du marché (référé précontractuel, article L551-1 du code de justice administrative)
- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée (Recours pour Excès de Pouvoir, article R 421-1 du Code de Justice Administrative).



IV. CLAUSES TECHNIQUES

IV.1. Contexte et localisation

Les travaux se situent rue Dufour à Vers sur Selle (voir plan joint)

IV.2. Descriptif des prestations

IV.2.1. Caractéristiques des ouvrages

Les travaux consistent à aménager un parking sur le terrain communal se trouvant en face de la salle communale, rue Dufour.

IV.2.2. Prestations attendues

Mise en forme du terrain, création d'une voie en enrobés permettant l'accès aux places de parking, création de parking comprenant mise en place d'un mélange terre pierre, pose de dalles TTE et remplissage en terre végétale, création d'une place de stationnement handicapées, d'une allée en stabilisé et apport de terre végétale et engazonnement.

Les prestations sont définies dans le détail estimatif joint qui sera à compléter et signé par le candidat.

IV.2.3. Conditions de réalisation et contraintes du site

Consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.



JOINDRE UN RIB.

Fait en un seul original, le

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature du prestataire :

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

La Personne Responsable du Marché

à :

le :

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

L'entrepreneur / **mandataire du groupement** :

Reçu le l'avis de réception postal de la notification du marché signé par l'entrepreneur / **mandataire du groupement** destinataire.

Pour la Personne Responsable du Marché,

à :

le :

(date d'apposition de la signature ci-après)